L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 12 MARS 1868 | Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBET,
PROPRIÉTAIRES - IMPRIMEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $18, par semestre, $9, par trimestre, $4
Prix d'un an anticipés, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page édit rriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 net le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, la réduction qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet accompte ne dépassera cinquante pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents par ligne à chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses annonces seront envoyés à la fin de chaque mois.

TARIF D'ANNONCES.

	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12mo
Un carré	$12 net	$22 net	$30 net	$50 net	$75 net
Deux	20 "	35 "	50 "	90 "	125 "
Trois	25 "	45 "	70 "	110 "	175 "
Quatre	30 "	60 "	90 "	140 "	225 "
Cinq	40 "	75 "	105 "	170 "	275 "
Six	50 "	90 "	120 "	200 "	325 "
Sept	60 "	105 "	135 "	230 "	375 "
Huit	65 "	115 "	150 "	260 "	420 "
Neuf	70 "	125 "	165 "	290 "	460 "
Dix	75 "	130 "	180 "	320 "	500 "
Onze	80 "	145 "	195 "	350 "	540 "
Douze	90 "	155 "	210 "	380 "	580 "
Treize	90 "	165 "	220 "	410 "	620 "
Quatorze	95 "	175 "	230 "	430 "	660 "
Quinze	100 "	185 "	240 "	450 "	700 "
Trente	175 "	330 "	450 "	750 "	1200 "

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir la page anglaise.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 12 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shériff.—A 10 heures et demie, sur les lieux, tous les meubles et effets qui se trouvent dans la maison et dans la cour No 67 rue des Magasins.

Par Hyde Blohm & Co—A leur salle d'encan No 21 rue de Chartres, grande vente de marchandises sèches et chapeaux.

Par D. E. Morphy—67 rue des Magasins, cigares et tabac de la Havane au feuilles.

Par B. Guinault—A 11 heures, encoignure Bienville et Chevalier—la Métairie, une vacherie et la clientèle. Et à la même heure rue Dauphine, entre St Louis et Conti—le fond d'un café d'un restaurant ayant une cave bien assortie, aussi que l'ameublement du local, et la maison.

Par Montgomery Block & Co—A 10 heures, au No 62 de la rue du Camp, toute le contenu d'un beau magasin de chapeaux et un fort lot de chapeaux de paille, comprenant d'hiver et de dernière mode, et autres articles de commerce. Et aussi courtes de F. Liner, rue Gravier, chevaux appartenant à de moutre, voitures, malles, lattes, buggies, wagons, harnais.

Par E. Roger & Co—A leur salle d'encan, rue Vieille-Levée, bottes, souliers, brodequins, parapluies, et marchandises sèches.

Par R. Guillermin—A 11 heures, à la salle d'encan, encoignure St Louis et Chartres, au premier, tableaux, porcelaine, verrerie, ferblanterie, articles de ménage &c. &c.

Par Vincent & Co—au No 16 de la rue de Chartres, marchandises sèches importées et du pays—aussi cassette.

Par J. P. Boisseau—au No 167 de la rue Poydras—meubles.

Par A. Duchêne—au No 10 de la rue Tchoupitoulas, harnais, selles, couplets et autres groceries de fantaisie.

☞ Achetez vos conserves et chocolats chez M. Krauss Turpin, 93 Vieille-Levée.

ATTENTION!!

☞ Le shériff procédera aujourd'hui à 10½ heures A. M. sur les lieux, à l'adjudication de tous les meubles et effets qui se trouvent dans la maison No 488 rue des Magasins.

☞ MM. Hoffman, Marks & Co continueront aujourd'hui la grande vente de marchandises sèches importées récemment et comprenant tout le stock de J. S Swabaker, à son magasin No 56 de la rue Gravier, entre les rues Camp et Magazine. Cette vente, qui a lieu par cause de changement de genre d'affaires, commencera à 10 heures.

☞ L'attention du commerce et des détaillants de la campagne est appelée à la continuation de la vente par D. E. Morphy, encanteur, d'un assortiment général de marchandises, habillements, coutellerie, tailles vardes à vendre, bottes, souliers, etc. Cette vente aura lieu à la salle de l'encanteur, No 67 rue des Magasins.

Billets de ville.—En se référant à nos colonnes d'avis le public verra que vendre le 13 courant, il sera vendu à l'encan, au No 39 de la rue de la Douane, par le ministère de O. Valette, encanteur, un fort lot de billets de l'Hôtel de M. Jh. Brigaud, rue de la Course, à des vins fins rouge et blanc, exquis, des Leoville, Margaux, Chateau-Lafite, du vieux vrai Roger Canon, en partie, etc et en caisses, vieux Scotch et Irish whiskey en cruches, ainsi qu'un grand assortiment de marchandises diverses. Le tout payable en billets de ville de toutes dénominations au pair. Nous engageons les marchands et particuliers à assister à cette vente qui sera positive.

Immédiatement après aura disposé du stock, le bail de la maison sera aussi vendu à l'encan. 2

Affaires municipales.

Nous publions plus loin l'ordonnance, adoptée mardi soir, par les Conseils de ville pour la conversion de $1,800,000 de papier-monnaie en obligations. Avant d'examiner la mesure dans ses détails, nous croyons pouvoir affirmer que si elle eût été adoptée il y a quelques semaines et mise en vigueur, elle eut évité la panique qui vient de causer tant de pertes aux détenteurs de billets de ville. Dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons dire si cette conversion partielle aura pour effet de rétablir la circulation des petits billets, bien que cela soit à désirer dans l'intérêt de tous.

Les Conseils ont seulement fait de repousser la proposition de M. Howell qui consistait une répudiation flagrante des billets émis par la ville, ce qui aurait porté le coup de grâce à ces valeurs déjà compromises. La conversion forcée n'eût avantagé qu'un petit nombre de gros capitalistes qui eussent profité de la panique pour acheter les billets à 30, 40 et 50 pour cent d'escompte et pour les convertir en bonnes valeurs portant intérêt et remboursables en monnaie légale, et qu'ils auraient négociées plus tard avec un gros bénéfice.

Sans doute, la conversion totale et forcée des billets de ville aurait eu un avantage incontestable, puisqu'elle nous eut débarrassés d'une circulation dont la valeur est sujette à des fluctuations, mais elle ne pourrait se faire légalement et honnêtement, sans manquer à la foi publique que par un seul moyen: le rachat de tous les billets contre des greenbacks. Si les conditions du marché monétaire eussent permis à la ville de contracter un emprunt de quatre millions de dollars en monnaie légale, même à des conditions onéreuses, nous n'eussions pas hésité à conseiller l'adoption de ce moyen pour sortir d'embarras.

Malheureusement, un emprunt de ce genre est, en ce moment, n'était pas possible. Voilà pourquoi nous avons conseillé la conversion d'une partie seulement de la circulation municipale, et les conseils ont adopté en cela la notre manière de voir. S'ils n'y fussent pas allés plus tôt, tout irait bien. Après la panique que des derniers jours, il n'est pas aussi facile de rétablir la confiance et ce n'est que peu à peu que les choses reprendront leur état normal. L'achetage continuera encore jusqu'à ce que la plus grande partie des gros billets ait été convertie, car les gros billets ne sont reçus que pour paiement des taxes. Ici se présente une difficulté pratique pour la ville, qui n'aura plus la faculté d'émettre de petits billets en remplacement des gros, sera obligée de payer ses dépenses et ses employés avec les gros billets indifféremment.

D'un autre côté, on se demande quand et comment les petits billets de $3 et au-dessous seront rachetés. L'ordonnance étant complètement muette à ce sujet! Il y a là une lacune regrettable. Il eut fallu, au moins, laisser présumer que des mesures ultérieures seraient prises pour l'amortissement graduel de ces billets, soit par une allocation mensuelle spéciale, soit par un emprunt à longue échéance à contracter dès que les circonstances le permettront. Nous apprenons qu'un plan dont être proposé aux conseils dans le but d'atteindre, en peu de temps, la circulation non convertie par l'ordonnance. Nous examinerons ce plan dès qu'il nous sera communiqué.

En attendant le complément des mesures relatives au rachat du papier de ville, nous engageons les détenteurs à ne pas se laisser influencer par les fausses rumeurs et à ne pas sacrifier leurs billets inutilement.

Nous sommes félicité les conseils de la mesure adoptée par eux, toute incomplète qu'elle soit, si elle eût été prise en temps plus opportun et non sous la pression de l'indignation publique. La politique doit être, selon nous, étrangère à l'administration des affaires financières de la ville, et nous serons toujours disposé à appuyer toute mesure, de quelque part qu'elle vienne.

Il y a deux votes du conseil des Aldermen que nous désapprouvons complètement: celui qui porte l'allocation des écoles publiques de $210,000 à $360,000 et qui concourt ainsi à la résolution adoptée par les Assistants-Aldermen, la semaine dernière, et le vote sur la résolution de M. Dewees pour l'acquisition des Water-Works par la ville.

Sur la première question, un seul membre, M. Carrière, a eu le bon esprit de s'opposer à cette augmentation injustifiable du budget des écoles; sur la seconde, il paraît qu'il n'y a pas même eu d'opposition.

Nous nous permettrons de dire que l'acquisition des Water-Works par la ville, dans l'état actuel de nos finances, serait la plus monstrueuse folie qu'on pût faire.

1o La ville augmenterait sa dette de $900,000, et se priverait de la faculté qui lui est offerte de vendre ses 5000 actions moyennant $300,000 comptant—différence $1,200,000.

2o Si la ville devait continuer l'exploitation sur les mêmes bases, il serait inutile qu'elle fit l'acquisition; si, au contraire, elle veut faire des améliorations importantes, il faudra qu'elle dépense plusieurs centaines de mille piastres—où les prendra-t-elle?

3o L'administration des Water-Works par la ville produira des pertes au lieu de bénéfices et donnera lieu à des fraudes et à des corruptions nouvelles.

4o Il est possible que d'ici à peu de temps, au moyen du nouveau système de pompes ou puits tubulaires, on parvienne à obtenir en abondance de l'eau claire sur presque tous les points de la ville, ce qui ferait de l'acquisition des Water-Works une affaire présentant une perte sèche de près de deux millions de dollars.

Ce dernier argument est basé sur des expériences récentes qui ont eu lieu à la Nouvelle-Orléans et qui établissent qu'à une certaine profondeur on trouve des nappes d'une eau claire qui vaut bien mieux pour les usages domestiques que l'eau bourbeuse du Mississipi.

La hâte avec laquelle on presse l'acquisition des Water-Works nous paraît très suspecte et nous ne pouvons que protester contre cette déplorable mesure et déplorer l'aveuglement de ceux de nos confrères qui l'appuient.

MEETING AU THÉATRE NATIONAL.—Nous avons eu le plaisir de recevoir hier la visite de M. John Mullaly, propriétaire éditeur du *Metropolitan Record*, de New York. L'habileté et l'énergie avec lesquelles cette publication a défendu, depuis sa création, les grands principes constitutionnels et les droits et les libertés des Etats, lui ont valu dans le Sud une popularité méritée. Nous sommes heureux d'annoncer qu'à la requête d'un grand nombre de citoyens, M. Mullaly a consenti à exposer publiquement ses vues sur l'état du pays. Nous insérons ailleurs une correspondance échangée à ce sujet. La réunion dans laquelle nous devons avoir le plaisir d'entendre M. Mullaly, aura lieu ce soir, au théâtre National, à sept heures et demie. Des sièges seront réservés pour les dames et pour les messieurs qui les accompagneront.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—On donne ce soir la quatrième représentation de *La Grande Duchesse de Gerolstein*. La soirée de mardi dernier a été bien supérieure aux deux premières représentations, et la pièce marche maintenant d'une manière satisfaisante. Mademoiselle Lambelé, remise de la fatigue que lui avait causée un excès de travail, chante le rôle de la duchesse avec beaucoup plus d'effet. Ses couplets du premier acte "J'aime les militaires" et la chanson du sabre sont bien mieux accentués. La déclaration du second acte a été on ne peut mieux rendue, et la gracieuse cantatrice en a été récompensée par des bravos et des bouquets. Elle a également bien dit les couplets du verre. Sous le rapport du jeu et de la physionomie elle a fait de notables progrès depuis la première représentation.

Nous engageons M. Decré qui tire un très bon parti du rôle de Fritz, à mieux accentuer les paroles de son rondeau du second acte. Le récit est assez original, mais jusqu'ici une grande partie en a été perdue pour le public.

M. Chamonin est toujours inimitable dans son rôle de Boum; ses couplets de "Pif, paf, pouf, tara pa poum!" ont un succès fou. Les couplets de la Gazette de Hollande sont bien chantés par M. Goujon; et le trio des conspirateurs, au second acte, est une des plus amusantes charges que nous ayons jamais entendues.

Les artistes et le chœur d'ensemble sont excellents, on peut apprécier maintenant toutes les finesses de la musique d'Offenbach, qui est un maître en son genre. Il y a une quantité de jolis détails qui échappent à une première audition et qui charment agréablement l'oreille à la seconde. *La Grande Duchesse* est, selon nous, supérieure à *La Belle Hélène*, et nous croyons que ceux qui l'auront entendue deux fois seront de notre avis.

Si, au point de vue musical, la composition d'Offenbach est souvent une caricature spirituelle des scènes de grand opéra, le poème est bien souvent une caricature ingénieuse petites cours allemandes. La transformation d'un simple soldat en baron de Vermont won-bock-bier et en comte de d'Avail vinti-katt-schopp Verdemgomich Nicht, rappelle les titres donnés aux Lola Montès et autres favorites de certains rois et principuteles. Les ridicules prêtés par les auteurs au général Boum et aux autres personnages se trouvent aussi souvent dans les grandes cours que dans les petites.

On nous disait qu'à New-York les représentations de *La Grande Duchesse* n'avaient réellement bien marché qu'après sept ou huit reprises et certaines. Ici, nous avons été plus heureux, car dès la troisième la pièce a été bien enlevée. Aussi croyons nous que, ce soir, le succès sera encore plus grand. On donnera samedi *Robert le Diable*.

Communication de M. Chase au Sénat.

Voici le texte de la communication adressée au Sénat par le juge-président Chase, au sujet de la procédure de la mise en accusation:

La Constitution accordant au Sénat seul le pouvoir de juger les questions d'*impeachment*, et, lorsque c'est le Président qui est en accusation, le Sénat devant être présidé par le *chief justice*, je pense la liberté de soumettre très respectueusement quelques observations sur le mode de procéder dans l'*impeachment* proposé par la Chambre des Représentants contre le Président actuellement en fonctions. Que, lorsque le Sénat siége pour le jugement d'une accusation, il siége en qualité de cour, c'est ce qui semble indiscutable. Que, pour le jugement d'une accusation contre le Président, cette cour doive être composée des membres du Sénat et présidée par le *chief justice*, c'est ce qui paraît également hors de doute.

Le *Federalist*, qui passe pour la haute autorité contemporaine sur la construction de la Constitution, examine, dans son article 65, les fonctions du Sénat siégeant judiciairement, en tant que cour, pour le jugement d'un *impeachment*. Dans un paragraphe relatif à la question d'intervention pour la participation de la Cour Suprême et du Sénat à la formation d'une *court of impeachment* il fait remarquer qu'en donnant la présidence de la *court of impeachment* au *chief justice* de la Cour Suprême, on obtient jusqu'à un certain point les bénéfices de cette union, tout en évitant les inconvénients d'une complète incorporation des deux corps l'un dans l'autre.

C'était là, peut-être, une mesure prudente. L'autorité dont je parle semble n'avoir jamais subsisté autre chose que la réunion des deux propositions que j'ai citées, et leur solution servira de préface à la question sur laquelle je me permets qu'il est de mon devoir de faire connaître au Sénat le résultat de mes réflexions. La voici: A quel moment, dans le cas d'*impeachment* du Président, la *Court of Impeachment* doit-elle s'organiser, et quel doit être le serment requis par la Constitution? Il est de toute évidence, pour quiconque réfléchit à l'habileté et à la connaissance des lois qui distinguent tant de rédacteurs, que la raison donnée par le *Federalist* n'est pas la seule qui ait inspiré la disposition requérant que la *Court of Impeachment* soit présidée par le *Chief Justice*.

Aux termes de la Constitution, si la présidence des Etats-Unis devient vacante, c'est le vice-président qui en prend le commandement, et c'est avec sagesse et prudence que l'on n'a pas conféré la présidence du jugement à celui qui, depuis la vacance peut être créée. Il n'est pas douteux que le vice-président, dans l'ordre ordinaire, peut recevoir avis de la Chambre des Représentants de son intention de citer le Président à sa barre. Il est tout aussi certain que, soutenable que, suivant l'esprit de la Constitution, l'organisation du Sénat en *Court of Impeachment* ne donne constitutionnellement pas effet à la déclaration, à la citation, à l'acte de l'*impeachment*, de la part de la Chambre; et il me semble encore moins insoutenable que les articles d'*impeachment* ne doivent être présentés qu'à une *Court of impeachment*, que les sommations ou autres actes ne peuvent être envoyés que par une cour organisée, et que le mode de procéder de la Cour ne peut être établi que par la Cour elle-même. Il m'a paru impossible d'arriver à d'autres conclusions que celles-ci.

Je ne vois pas de raison pour requérir le Sénat de s'organiser en Cour sous un autre prétendant que son président habituel pendant les agents de l'accusation porte contre un Président, qui ne s'applique également aux formalités préliminaires de ce jugement. J'apprends que le Sénat a procédé d'une autre manière, et mon dossesion est pas de contester ce qu'il a cru devoir faire dans sa haute sagesse. Tous les bons citoyens désirent ardemment qu'il se se présente jamais un cas où le grave procès actuellement pendant puisse être invoqué comme précédent; cependant, il n'est pas impossible qu'un tel cas vienne à se présenter. C'est pourquoi, la Constitution ayant conféré au *Chief Justice* d'importantes fonctions dans le jugement d'*impeachment* d'un Président, je me suis cru obligé de soumettre respectueusement les points sur lesquels mes vues diffèrent de celles du Sénat, touchant le mode à suivre pour le mode à suivre pour le jugement.

(Signé) S. P. CHASE, *Chief Justice* des Etats-Unis.

TEMPÉRATURE.—11 mars.

THERMOMÈTRE DE C. DURAMEL, OPTICIEN, Encoignure Bienville et Chartres.

6 heures A. M.	57 degrés.
Midi	71 "
3 heures P. M.	73 "
6 heures P. M.	70 "

Bureaux d'Enregistrement.

NOMINATION D'OFFICIERS.

Quartier-général du 5ème Dist. Militaire. }
Nouvelle-Orléans, Le 10 mars 1868. }

Ordres spéciaux—No 54.

1. Sous les clauses de la section 4 de l'acte supplémentaire du Congrès, les personnes dont les noms suivent sont nommées membres des Bureaux d'enregistrement pour la prochaine révision et élection dans l'Etat de la Louisiane, pour les Districts et les Paroisses respectivement nommés.

(Voyes l'anglais pour les Paroisses et les noms d'enregistreurs.)

Chaque membre du bureau des enregistreurs, avant d'entrer dans l'exercice de ses devoirs, prêtera entre les mains du président de son bureau, pour le transmettre à ce quartier-général, le serment suivant:

(Suit le serment très connu, dit vulgairement cuirassé.)

Les enregistreurs seront gouvernés dans l'exécution de leurs devoirs par la clause des actes de reconstruction, administrant fidèlement le serment prescrit pour chaque personne enregistrée, et

Les bureaux d'enregistrement choisiront des officiers compétents—dans les paroisses de la campagne à la maison de Cour—et dans la paroisse d'Orléans, dans leurs districts respectifs, ayant égard aux convenances et aux facilités pour la révision de l'enregistrement.

Les heures de bureau seront de 7 heures du matin à midi et 1 heure après midi, à 7 heures du soir.

Chaque bureau établira immédiatement des collèges électoraux dans chaque precinct de leurs paroisses et districts respectifs, et choisiront trois personnes compétentes pour agir comme commissaires d'élection. Les precincts d'élection resteront comme ils ont été jusqu'ici établis par la loi.

Les commissaires d'élection seront requis de prêter le même serment d'office que les enregistreurs, lequel pourra être souscrit devant tout enregistreur ou juge de paix et sera enregistré par le président du bureau pour être transmis à ce quartier général.

Deux des commissaires dans chaque precinct seront requis d'agir comme secrétaires d'élection, et les personnes chargées de ce devoir seront choisies avec soin.

Les enregistreurs seront payés $8 par jour pour le temps actuellement employé et pour les frais de transport dans leurs paroisses respectives et pour leur déplacement, suivant cet ordre.

Les commissaires recevront $6 par jour pour leurs services le jour de l'élection.

Toute pièce justificative devra être approuvée par le président du bureau et, si c'est pour frais encourus, sera accompagnée de sous-certificats ou d'une et station de regularité.

Les enrégistreurs nommés par cet ordre, maintenant dans le ville, se rapporteront à ce quartier-général sans délai.

Les archives, papiers, etc., appartenant à chaque paroisse, seront envoyés au président de bureau de chaque paroisse, qui en sera responsable.

Par ordre du major-général BAIROCK,
GEO. L. HARTSUFF, A. A. gén.

CHRONIQUE LOCALE.

TEXTE DE L'ORDONNANCE POUR LA CONVERSION DES BILLETS DE VILLE.—Attendu que les émissions de billets de ville sont aujourd'hui grandement dépréciées, non parce qu'on doute de leur valeur mais parce qu'il y en a plus qu'il n'en faut pour le commerce de la ville, et qu'il faut aviser au moyen d'en réduire le montant, et

Attendu que les billets des plus grosses dénominations ne font pas besoin, et ne sont pas en circulation depuis plusieurs mois et qu'on peut avec raison supposer qu'ils sont entre les mains de spéculateurs qui ne les mettront en pas, pour le commerce à un taux avantageux, et

Attendu que les billets de petites dénominations ne font pas besoin, et ne sont pas en circulation depuis plusieurs mois et qu'on peut avec raison supposer qu'ils sont entre les mains de spéculateurs qui ne les mettront en pas, pour le commerce à un taux avantageux